

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

12 octobre 2010

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 20 juillet 2001
visant à favoriser le développement
de services et d'emplois de proximité**

(déposée par Mme Valérie De Bue et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 oktober 2010

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 20 juli 2001
tot bevordering van buurtdiensten
en -banen**

(ingedien door mevrouw Valérie De Bue c.s.)

RÉSUMÉ

Afin de concilier la vie professionnelle et la vie familiale, les auteurs proposent d'étendre l'application des titres-services à l'accueil extrascolaire des enfants.

SAMENVATTING

Om gezin en werk beter op elkaar af te stemmen, stellen de indieners voor het gebruik van de dienstencheques uit te breiden tot de buitenschoolse kinderopvang.

0379

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	:	socialistische partij anders
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
LDD	:	Lijst Dedecker
PP	:	Parti Populaire
Abréviations dans la numérotation des publications:		
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN: Plenum
COM:	Réunion de commission	COM: Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
Afkortingen bij de nummering van de publicaties:		
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000: Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA: Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV: Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV: Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV: Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN: Plenum
COM:	Réunion de commission	COM: Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT: Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
<p>Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail : publications@laChambre.be</p>	<p>Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail : publicaties@deKamer.be</p>

DÉVELOPPEMENTS**TOELICHTING**

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi DOC 52 0168/001.

La présente proposition de loi fait suite à l'avis du Conseil d'État n° 43 689/1 du 26 novembre 2007, rendu à propos de la proposition de loi DOC 52 0168/001.

1) Problématique

Qui s'occupe des enfants après l'école? Pour de nombreux ménages, cette question est un véritable casse-tête. Sans la bonne volonté de l'une ou l'autre grand-mère, impossible pour les parents qui travaillent à deux de s'organiser. Il faut se rendre à l'évidence: l'école termine à 15h ou 15h20 et les garderies ferment à 18h. Peu de parents sont rentrés à la maison à cette heure-là. Sans compter que, pour un petit bout de 3 ans, rester à l'école jusqu'à 18h est extrêmement fatigant. Les journées sont trop longues et il est épuisé.

Lorsque l'on se met à la recherche de quelqu'un pour s'occuper des enfants, pour aller les chercher à l'école et les ramener à la maison en attendant le retour des parents, on est vite dépourvu.

Rien n'existe en Belgique pour aider les parents en dehors des heures de garderie ou de crèche

C'est le règne de la débrouille. Sans l'aide d'une mamie ou d'une voisine bienveillante, le recours aux petites annonces, sur Internet ou dans les journaux, devient la seule solution. On y trouve les offres de personnes (puéricultrices ou institutrices au chômage, pensionnés, aide-ménagères) qui veulent travailler au noir, avec les risques que cela comporte.

Cette situation existe depuis toujours mais, à ce jour, aucune solution n'a été proposée!

2) Solution proposée

Un dispositif ayant fait ses preuves pourrait venir en aide aux parents. L'extension des titres-services à la garde extrascolaire d'enfants répond à un besoin criant. Cela s'inscrit dans une volonté d'améliorer le bien-être des familles, de permettre aux parents de mieux concilier leur travail et leur rôle de parents.

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van wetsvoorstel DOC 52 0168/001.

Dit wetsvoorstel houdt rekening met advies nr. 43 689/1 dat de Raad van State op 26 november 2007 heeft uitgebracht over wetsvoorstel DOC 52 0168/001.

1) Probleemstelling

Wie zorgt voor de kinderen na schooltijd? In tal van gezinnen vergt het antwoord op die vraag heel wat puzzelwerk. Zonder de medewerking van een oma is het in een tweeverdienersgezin een heel moeilijke opgave de kinderopvang te organiseren. De feiten zijn wat ze zijn: de school is uit om 15 uur of om 15.20 uur, en de kinderopvangcentra sluiten om 18 uur. Weinig ouders zijn dan al thuis. Voor een uk van drie is een schooldag tot 18 uur bovendien bijzonder vermoeiend, wegens te lang. Het kind is aan het eind van zijn krachten.

Wie iemand zoekt die voor de kinderen kan zorgen, om ze van school af te halen, ze naar huis te brengen en daar te blijven tot de ouders thuiskomen, moet al snel vaststellen dat er weinig gegadigden zijn.

In België is er geen regeling om de ouders te helpen buiten de openingstijden van crèches en kinderopvangcentra

Elkeen moet maar zien hoe hij zich redt. Zonder de helpende hand van een oma of een welwillende buurvrouw zit er niets anders op dan de zoekertjesrubriek op het internet of in de kranten uit te vlooiien. Daar vindt men aanbiedingen van mensen (werkloze kinderverzorgsters of onderwijzeressen, gepensioneerden, gezinshelpers) die zwart willen werken, met alle risico's van dien.

Hoewel die toestand al heel lang bestaat, werd daar tot op heden nog geen oplossing voor aangedragen.

2) Voorgestelde oplossing

De ouders zouden uit de nood kunnen worden geholpen door gebruik te maken van een regeling die reeds heeft bewezen wat ze waard is, met name die van de dienstencheques. De uitbreiding ervan tot de buitenschoolse kinderopvang zou voldoen aan een

lier vie familiale et vie professionnelle. Sans oublier les aspects de création d'emplois et de lutte contre le travail au noir.

Le système fédéral entré en vigueur en janvier 2004 pour les tâches ménagères a d'ores et déjà prouvé son efficacité. En 2009, ce sont 117 000 travailleurs entrés dans le système. L'objectif initial était la création de 25 000 emplois! Ce système a permis la transformation du travail au noir en travail salarié. Le titre service coûte 7,5 euros de l'heure et offre aux travailleurs un véritable contrat de travail, et donc l'accès à la sécurité sociale et le droit à la pension.

Le système des titres-services semble donc le plus adéquat pour l'accueil extrascolaire.

À l'instar de ce qui existe en France avec le CESU, le *chèque emploi service universel*, on pourrait imaginer que les titres-services deviennent également un outil pour les entreprises. Les employeurs qui le souhaitent pourraient accorder des titres-services à leurs employés en guise de prime ou d'avantage extra-légal, comme cela existe déjà avec les chèques-repas en Belgique. Cela devrait bien sûr faire l'objet d'une concertation avec les partenaires sociaux.

En France, les chèques-services sont utilisés aussi bien pour les tâches ménagères que pour les travaux de jardinage ou de bricolage et la garde d'enfants. Que ce soit pour la garde d'enfants à domicile, le soutien scolaire ou les cours à domicile.

Par ailleurs, l'extension des titres-services à la garde d'enfants apporterait également une solution en cas de maladie. Combien de parents ne doivent-ils pas prendre congé en dernière minute lorsque leur bambin se réveille avec de la fièvre, n'ayant personne pour s'occuper de lui? Cela apporterait un confort supplémentaire aux parents qui travaillent, et ils sont de plus en plus nombreux!

La société évolue. Il faut offrir aux parents des services qui leur permettent de mener une carrière professionnelle sans sacrifier leur vie de famille.

Les titres-services élargis à la garde d'enfants répondraient donc à la fois à un besoin ponctuel en cas de maladie et à un besoin récurrent, en dehors des heures d'école ou de garderie. L'extension des titres-services intervient là où les structures d'accueil collectives ne

schrijnende behoefte. Bovendien zou zulks banen opleveren en zwartwerk tegengaan.

De federale regeling die in januari 2004 in verband met huishoudelijke taken werd ingesteld, heeft haar nut intussen bewezen. In 2009 waren 117 000 werknemers bij de dienstenchequeregeling betrokken. Oorspronkelijk was het de bedoeling 25 000 nieuwe banen te scheppen! Dankzij die regeling zijn "zwarte" banen "witte" banen geworden. De dienstencheque kost 7,5 euro per uur en biedt de werknemer een volwaardige arbeidsovereenkomst, waardoor hij toegang krijgt tot de sociale zekerheid en pensioenrechten opbouwt.

De dienstenchequeregeling lijkt derhalve de meest aangewezen regeling om de buitenschoolse opvang te organiseren.

Net als in Frankrijk, waar gebruikt wordt gemaakt van de CESU (*chèque emploi service universel*), zouden de dienstencheques ook door de ondernemingen kunnen worden aangewend. Werkgevers die zulks wensen, zouden aan hun werknemers dienstencheques kunnen toekennen (als premie of bovenwettelijk voordeel), zoals dat in België reeds gebruikelijk is met maaltijdcheques. Zulks vergt uiteraard overleg met de sociale partners.

In Frankrijk worden de dienstencheques niet alleen aangewend voor huishoudelijke taken, maar ook voor klussen binnenshuis of in de tuin, en voor kinderopvang (zowel kinderoppas, hulp bij de huistaken of thuisonderricht).

Mocht de dienstenchequeregeling tot de kinderopvang worden uitgebreid, dan zou zulks ook een oplossing aandragen in geval het kind ziek is. Wanneer een kind bij het ontwaken koorts heeft, moeten zijn ouders vaak op de valreep vrij nemen, omdat er niemand is om voor dat kind te zorgen. Daarmee zouden de steeds talrijker wordende buitenhuis werkende ouders bijkomend gediend zijn.

In onze evoluerende maatschappij moeten de ouders kunnen terugvallen op diensten die hen in staat stellen een beroepsloopbaan uit te bouwen zonder hun gezinsleven daarvoor op te offeren.

De uitbreiding van de dienstenchequeregeling tot de kinderopvang zou derhalve inspelen op een eenmalige behoefte (bij ziekte van het kind) én op een permanente lacune (buiten de openingstijden van scholen of kinderopvangcentra). Ze zou worden gebruikt om taken te

peuvent pas intervenir. Il n'y a donc pas de concurrence avec les gardiennes encadrées et indépendantes ou les crèches.

De plus, une formation adéquate serait organisée pour s'occuper des enfants. Des règles qualitatives semblables à celles que l'on impose à d'autres types d'accueil seraient prévues. D'autant qu'il s'agirait aussi de s'occuper d'enfants malades.

L'avis du secteur de la petite enfance (ONE, *Kind & Gezin*,...), ainsi que des partenaires sociaux, serait demandé quant à la formation du travailleur et aux conditions minimales (certificat de bonne vie et mœurs, conditions d'agrément, attestation d'une assurance responsabilité civile pour le travailleur, assurance protection juridique, etc...).

Les auteurs proposent dès lors de modifier la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité en ce sens.

vervullen die niet door de collectieve opvangstructuren kunnen worden uitgevoerd. Er is derhalve geen sprake van concurrentie met de zelfstandige opvangouders of de crèches.

Wie in de dienstenchequeregeling aan de slag gaat, zou bovendien een passende opleiding krijgen om met kinderen om te gaan. De kinderopvang zou onderworpen zijn aan kwaliteitsnormen die vergelijkbaar zijn met die welke gelden voor de andere opvangvormen, temeer daar ook zieke kinderen zouden worden opgevangen.

Over de werknemersopleiding en de minimale vereisten (getuigschrift van goed zedelijk gedrag, voorwaarden tot erkenning, verzekерingsattest burgerrechtelijke aansprakelijkheid voor de werknemer, verzekering rechtsbijstand enzovoort) zou het advies van de peutersector (*Kind & Gezin*, ONE, enzovoort) en van de sociale partners worden ingewonnen.

Derhalve stellen de indieners voor de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen in die zin te wijzigen.

Valérie DE BUE (MR)
David CLARINVAL (MR)
Jacqueline GALANT (MR)
Daniel BACQUELAINE (MR)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 2, § 1^{er}, 3°, de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, modifié par la loi du 22 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes:

1. l'alinéa 1^{er} est complété par les mots "et l'aide à la surveillance d'enfants";

2. ce point est complété par l'alinéa suivant:

"Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer la nature de l'aide à la surveillance. L'autorité compétente est habilitée à déterminer les modalités de formation pour les travailleurs.".

Art. 3

À l'article 10bis de la même loi, inséré par la loi du 22 décembre 2003, dans la phrase liminaire, après les mots "l'aide à domicile de nature ménagère", sont insérés les mots "et l'aide à la surveillance d'enfants".

Art. 4

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

28 août 2010

Valérie DE BUE (MR)
 David CLARINVAL (MR)
 Jacqueline GALANT (MR)
 Daniel BACQUELAINE (MR)

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 2, § 1, 3°), van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, gewijzigd bij de programmawet van 22 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "en op hulp bij het toezicht op kinderen";

2. dit punt wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen wat als hulp bij het toezicht kan worden beschouwd. De bevoegde overheid bepaalt de nadere regels voor de opleiding van de werknemers.".

Art. 3

In artikel 10bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 december 2003, worden in de aanhef, na de woorden "thuishulp van huishoudelijke aard", de woorden "en hulp bij het toezicht op kinderen" ingevoegd.

Art. 4

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet.

28 augustus 2010

ANNEXE

BIJLAGE

TEXTE DE BASE**Loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité**

Art. 2. — § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, on entend par:

1°) titre-service: le titre de paiement émis par une société émettrice, qui permet à l'utilisateur de régler, avec l'aide financière de l'Etat, revêtant la forme d'une subvention à la consommation, une prestation de travaux ou de services de proximité effectuée par une entreprise agréée;

2°) société émettrice: la société désignée par l'Office national de l'Emploi à la suite d'un appel d'offres, qui émet les titres-services;

3°) travaux ou services de proximité: les activités marchandes ou non marchandes, créatrices d'emploi, qui visent à rencontrer des besoins individuels, personnels ou familiaux dans le cadre de la vie quotidienne et qui concernent l'aide à domicile de nature ménagère.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer ce qu'il faut entendre par l'aide à domicile de nature ménagère.

4°) utilisateurs: les personnes physiques qui bénéficient du titre-service;

5°) entreprise: toute personne physique ou morale dont l'activité ou l'objet consiste au moins partiellement en la prestation de travaux ou services de proximité;

6°) entreprise agréée: l'entreprise qui fournit les travaux ou services de proximité visés au 3°), qui est agréée à cette fin et qui garantit la qualité et la sécurité de ceux-ci à l'utilisateur.

7°) travailleur de catégorie A: le travailleur occupé avec un contrat de travail titres-services qui pendant son occupation a droit à une allocation de chômage, au revenu d'intégration ou à l'aide sociale financière. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce qu'il faut entendre par allocation de chômage, revenu d'intégration et aide sociale financière. Il

TEXTE DE BASE ADAPTÉ À LA PROPOSITION**Loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité**

Art. 2. — § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, on entend par:

1°) titre-service: le titre de paiement émis par une société émettrice, qui permet à l'utilisateur de régler, avec l'aide financière de l'Etat, revêtant la forme d'une subvention à la consommation, une prestation de travaux ou de services de proximité effectuée par une entreprise agrée;

2°) société émettrice: la société désignée par l'Office national de l'Emploi à la suite d'un appel d'offres, qui émet les titres-services;

3°) travaux ou services de proximité: les activités marchandes ou non marchandes, créatrices d'emploi, qui visent à rencontrer des besoins individuels, personnels ou familiaux dans le cadre de la vie quotidienne et qui concernent l'aide à domicile de nature ménagère **et l'aide à la surveillance d'enfants**.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer ce qu'il faut entendre par l'aide à domicile de nature ménagère.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer la nature de l'aide à la surveillance. L'autorité compétente est habilitée à déterminer les modalités de formation pour les travailleurs.

4°) utilisateurs: les personnes physiques qui bénéficient du titre-service;

5°) entreprise: toute personne physique ou morale dont l'activité ou l'objet consiste au moins partiellement en la prestation de travaux ou services de proximité;

6°) entreprise agréée: l'entreprise qui fournit les travaux ou services de proximité visés au 3°), qui est agréée à cette fin et qui garantit la qualité et la sécurité de ceux-ci à l'utilisateur.

7°) travailleur de catégorie A: le travailleur occupé avec un contrat de travail titres-services qui pendant son occupation a droit à une allocation de chômage, au revenu d'intégration ou à l'aide sociale financière. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce qu'il faut entendre par allocation de chômage, revenu d'intégration et aide sociale financière. Il

BASISTEKST**Wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen**

Art. 2. — § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1°) dienstencheque: het betaalmiddel uitgegeven door een uitgiftebedrijf, waarmee de gebruiker, met de financiële steun van de Staat in de vorm van een consumptiesubsidie, een prestatie van buurtwerken of -diensten kan vergoeden die door een erkende onderneming wordt geleverd;

2°) uitgiftebedrijf: het na een offerteaanvraag door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening aangewezen bedrijf dat de dienstencheques uitgeeft;

3°) buurtwerken of -diensten: banenscheppende activiteiten, met of zonder handelskarakter, die inspelen op individuele, persoonlijke of familiale noden die zich in het raam van het dagelijkse leven laten gevoelen en die betrekking hebben op thuishulp van huishoudelijke aard.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen wat kan beschouwd worden als thuishulp van huishoudelijke aard.

4°) gebruikers: de natuurlijke personen die gebruik maken van de dienstencheque;

5°) onderneming: iedere natuurlijke of rechtspersoon wiens activiteit of doel ten minste gedeeltelijk bestaat in het leveren van buurtwerken of -diensten;

6°) erkende onderneming: de onderneming die de in 3°) bedoelde buurtwerken of -diensten levert, die hiertoe erkend is en die daarbij de gebruiker de kwaliteit en de veiligheid garandeert van deze diensten.

7°) werknemer van categorie A: de werknemer tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst dienstencheques die tijdens zijn tewerkstelling aanspraak maakt op een werkloosheidsuitkering, op leefloon of op financiële sociale hulp. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat wordt verstaan onder werkloosheidsuitkering, leefloon

BASISTEKST AANGEPAST AAN HET VOORSTEL**Wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen**

Art. 2. — § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1°) dienstencheque: het betaalmiddel uitgegeven door een uitgiftebedrijf, waarmee de gebruiker, met de financiële steun van de Staat in de vorm van een consumptiesubsidie, een prestatie van buurtwerken of -diensten kan vergoeden die door een erkende onderneming wordt geleverd;

2°) uitgiftebedrijf: het na een offerteaanvraag door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening aangewezen bedrijf dat de dienstencheques uitgeeft;

3°) buurtwerken of -diensten: banenscheppende activiteiten, met of zonder handelskarakter, die inspelen op individuele, persoonlijke of familiale noden die zich in het raam van het dagelijkse leven laten gevoelen en die betrekking hebben op thuishulp van huishoudelijke aard **en op hulp bij het toezicht op kinderen**.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen wat kan beschouwd worden als thuishulp van huishoudelijke aard.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepalen wat als hulp bij het toezicht kan worden beschouwd. De bevoegde overheid bepaalt de nadere regels voor de opleiding van de werknemers.

4°) gebruikers: de natuurlijke personen die gebruik maken van de dienstencheque;

5°) onderneming: iedere natuurlijke of rechtspersoon wiens activiteit of doel ten minste gedeeltelijk bestaat in het leveren van buurtwerken of -diensten;

6°) erkende onderneming: de onderneming die de in 3°) bedoelde buurtwerken of -diensten levert, die hiertoe erkend is en die daarbij de gebruiker de kwaliteit en de veiligheid garandeert van deze diensten.

7°) werknemer van categorie A: de werknemer tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst dienstencheques die tijdens zijn tewerkstelling aanspraak maakt op een werkloosheidsuitkering, op leefloon of op financiële sociale hulp. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat wordt verstaan onder werkloosheidsuitkering, leefloon

détermine également ce qu'il faut entendre par "pendant son occupation".

8° travailleur de catégorie B: le travailleur occupé avec un contrat de travail titres-services et qui n'est pas un travailleur de catégorie A.

Un travailleur qui appartient à la catégorie A pendant le premier mois de son occupation chez un employeur, est censé appartenir à cette catégorie A jusqu'au premier jour travaillé inclus du septième mois de son occupation chez le même employeur. Après le septième mois de son occupation chez le même employeur il appartient à la catégorie A pendant chaque mois calendrier dans lequel il bénéficie d'une allocation de chômage, d'un revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière visés à l'alinéa 1^{er}, 7^o.

Un travailleur qui appartient à la catégorie B pendant le premier mois de son occupation chez un employeur, est censé appartenir à cette catégorie B jusqu'au premier jour travaillé inclus du quatrième mois de son occupation chez le même employeur. Après le quatrième mois de son occupation chez le même employeur il appartient à la catégorie A pendant chaque mois calendrier dans lequel il bénéficie d'une allocation de chômage, d'un revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière visés à l'alinéa 1^{er}, 7^o.

§ 2. Afin d'obtenir l'agrément visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, l'entreprise doit satisfaire aux conditions suivantes:

a. l'entreprise a, si elle exerce une autre activité que les activités pour lesquelles un agrément peut être accordé sur base de cette loi, créé dans son sein "une Section *sui generis*" qui s'occupe spécifiquement de l'occupation dans le cadre des titres-services. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce qu'on entend par "une Section *sui generis*";

b. l'entreprise s'engage à se conformer aux dispositions des articles 7septies, alinéa 2 et 7octies, alinéa 2, de cette loi;

c. l'entreprise s'engage, en ce qui concerne les travailleurs de catégorie A, à leur attribuer par priorité un emploi à temps plein ou un autre emploi à temps partiel qui, presté seul ou à titre complémentaire, leur procure un régime à temps partiel nouveau, dont la durée de travail hebdomadaire est supérieure à celle du régime de travail à temps partiel dans lequel ils travaillent déjà, conformément aux modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres;

détermine également ce qu'il faut entendre par "pendant son occupation".

8° travailleur de catégorie B: le travailleur occupé avec un contrat de travail titres-services et qui n'est pas un travailleur de catégorie A.

Un travailleur qui appartient à la catégorie A pendant le premier mois de son occupation chez un employeur, est censé appartenir à cette catégorie A jusqu'au premier jour travaillé inclus du septième mois de son occupation chez le même employeur. Après le septième mois de son occupation chez le même employeur il appartient à la catégorie A pendant chaque mois calendrier dans lequel il bénéficie d'une allocation de chômage, d'un revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière visés à l'alinéa 1^{er}, 7^o.

Un travailleur qui appartient à la catégorie B pendant le premier mois de son occupation chez un employeur, est censé appartenir à cette catégorie B jusqu'au premier jour travaillé inclus du quatrième mois de son occupation chez le même employeur. Après le quatrième mois de son occupation chez le même employeur il appartient à la catégorie A pendant chaque mois calendrier dans lequel il bénéficie d'une allocation de chômage, d'un revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière visés à l'alinéa 1^{er}, 7^o.

§ 2. Afin d'obtenir l'agrément visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, l'entreprise doit satisfaire aux conditions suivantes:

a. l'entreprise a, si elle exerce une autre activité que les activités pour lesquelles un agrément peut être accordé sur base de cette loi, créé dans son sein "une Section *sui generis*" qui s'occupe spécifiquement de l'occupation dans le cadre des titres-services. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ce qu'on entend par "une Section *sui generis*";

b. l'entreprise s'engage à se conformer aux dispositions des articles 7septies, alinéa 2 et 7octies, alinéa 2, de cette loi;

c. l'entreprise s'engage, en ce qui concerne les travailleurs de catégorie A, à leur attribuer par priorité un emploi à temps plein ou un autre emploi à temps partiel qui, presté seul ou à titre complémentaire, leur procure un régime à temps partiel nouveau, dont la durée de travail hebdomadaire est supérieure à celle du régime de travail à temps partiel dans lequel ils travaillent déjà, conformément aux modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres;

en financiële sociale hulp. Hij bepaalt eveneens wat dient verstaan onder “tijdens zijn tewerkstelling”;

8° werknemer van categorie B: de werknemer tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst dienstencheques en die geen werknemer van categorie A is.

Een werknemer die tijdens de eerste maand van zijn tewerkstelling bij een werkgever behoort tot categorie A, wordt geacht tot deze categorie A te behoren tot en met de eerste gewerkte dag van de zevende maand van zijn tewerkstelling bij dezelfde werkgever. Na de zevende maand van zijn tewerkstelling bij dezelfde werkgever behoort hij tot categorie A gedurende elke kalendermaand waarin hij een werkloosheidssuitkering, een leefloon of een financiële sociale hulp geniet bedoeld in het eerste lid, 7°.

Een werknemer die tijdens de eerste maand van zijn tewerkstelling bij een werkgever behoort tot categorie B, wordt geacht tot deze categorie B te behoren tot en met de eerste gewerkte dag van de vierde maand van zijn tewerkstelling bij dezelfde werkgever. Na de vierde maand van zijn tewerkstelling bij dezelfde werkgever behoort hij tot categorie A gedurende elke kalendermaand waarin hij een werkloosheidssuitkering, een leefloon of een financiële sociale hulp geniet bedoeld in het eerste lid, 7°.

§ 2. Teneinde de erkenning te bekomen bedoeld in § 1, eerste lid, 6°, moet de onderneming cumulatief voldoen aan de volgende voorwaarden:

a. de onderneming heeft, indien zij een andere activiteit uitvoert dan de activiteiten waarvoor erkenning kan worden verleend op basis van deze wet, in haar schoot een “*sui generis afdeling*”, die zich specifiek inlaat met de tewerkstelling in het kader van de dienstencheques. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat wordt bedoeld met een “*sui generis afdeling*”;

b. de onderneming verbindt er zich toe de bepalingen van de artikelen 7septies, tweede lid, en 7octies, tweede lid, van deze wet na te leven;

c. de onderneming verbindt er zich toe, voor wat de werknemers van categorie A betreft, hen voorrang te geven tot het bekomen van een voltijdse betrekking of van een andere, al dan niet bijkomende, deeltijdse dienstbetrekking waardoor zij een nieuwe deeltijdse arbeidsregeling verkrijgen waarvan de wekelijkse arbeidsduur hoger is dan die van de deeltijdse arbeidsregeling waarin zij reeds werken, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de Koning, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad;

en financiële sociale hulp. Hij bepaalt eveneens wat dient verstaan onder “tijdens zijn tewerkstelling”;

8° werknemer van categorie B: de werknemer tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst dienstencheques en die geen werknemer van categorie A is.

Een werknemer die tijdens de eerste maand van zijn tewerkstelling bij een werkgever behoort tot categorie A, wordt geacht tot deze categorie A te behoren tot en met de eerste gewerkte dag van de zevende maand van zijn tewerkstelling bij dezelfde werkgever. Na de zevende maand van zijn tewerkstelling bij dezelfde werkgever behoort hij tot categorie A gedurende elke kalendermaand waarin hij een werkloosheidssuitkering, een leefloon of een financiële sociale hulp geniet bedoeld in het eerste lid, 7°.

Een werknemer die tijdens de eerste maand van zijn tewerkstelling bij een werkgever behoort tot categorie B, wordt geacht tot deze categorie B te behoren tot en met de eerste gewerkte dag van de vierde maand van zijn tewerkstelling bij dezelfde werkgever. Na de vierde maand van zijn tewerkstelling bij dezelfde werkgever behoort hij tot categorie A gedurende elke kalendermaand waarin hij een werkloosheidssuitkering, een leefloon of een financiële sociale hulp geniet bedoeld in het eerste lid, 7°.

§ 2. Teneinde de erkenning te bekomen bedoeld in § 1, eerste lid, 6°, moet de onderneming cumulatief voldoen aan de volgende voorwaarden:

a. de onderneming heeft, indien zij een andere activiteit uitvoert dan de activiteiten waarvoor erkenning kan worden verleend op basis van deze wet, in haar schoot een “*sui generis afdeling*”, die zich specifiek inlaat met de tewerkstelling in het kader van de dienstencheques. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, wat wordt bedoeld met een “*sui generis afdeling*”;

b. de onderneming verbindt er zich toe de bepalingen van de artikelen 7septies, tweede lid, en 7octies, tweede lid, van deze wet na te leven;

c. de onderneming verbindt er zich toe, voor wat de werknemers van categorie A betreft, hen voorrang te geven tot het bekomen van een voltijdse betrekking of van een andere, al dan niet bijkomende, deeltijdse dienstbetrekking waardoor zij een nieuwe deeltijdse arbeidsregeling verkrijgen waarvan de wekelijkse arbeidsduur hoger is dan die van de deeltijdse arbeidsregeling waarin zij reeds werken, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de Koning, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad;

d. l'entreprise s'engage à respecter les conditions de salaire et de travail qui lui sont applicables conformément à cette loi et ses arrêtés d'exécution et aux conventions collectives qui lui sont applicables;

e. l'entreprise n'est pas redevable d'arriérés d'impôts, ni d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de sécurité sociale ou par les fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de ceux-ci. Ne sont pas considérées comme arriérés, les sommes pour lesquelles il existe un plan d'apurement dûment respecté;

f. ne pas se trouver en état de faillite, ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou mandataires, des personnes à qui l'exercice de telles fonctions est défendu en vertu de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités, ni compter parmi les administrateurs, gérants, personnes ayant le pouvoir d'engager la société, des personnes ayant été déclarées responsables des engagements ou dettes d'une société faillie, en application des articles 35, 6°, 63ter, 123, alinéa 2 ou 133bis, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer des conditions supplémentaires auxquelles l'entreprise doit répondre pour être agréée.

A la demande d'une région ou d'une communauté, l'autorité fédérale peut, par le biais d'un accord de coopération bilatéral, imposer à toutes les entreprises qui veulent être actives dans cette région ou cette communauté comme entreprise dans le cadre du Chapitre II des conditions d'agrément supplémentaires pour les travailleurs appartenant à la catégorie A en ce qui concerne:

— la durée minimale du contrat de travail minimum 1 semaine ou 1 mois, si le contrat de travail est un contrat de travail à durée déterminée, qui est exigée au plus tôt à partir du deuxième mois, avec comptabilisation de date à date, après le premier jour de travail auprès de cet employeur dans le cadre des titres-services;

— la durée de travail hebdomadaire moyenne minimale (minimum 1/3) du travailleur qui doit être respectée au plus tôt à partir du troisième mois, avec

d. l'entreprise s'engage à respecter les conditions de salaire et de travail qui lui sont applicables conformément à cette loi et ses arrêtés d'exécution et aux conventions collectives qui lui sont applicables;

e. l'entreprise n'est pas redevable d'arriérés d'impôts, ni d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de sécurité sociale ou par les fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de ceux-ci. Ne sont pas considérées comme arriérés, les sommes pour lesquelles il existe un plan d'apurement dûment respecté;

f. ne pas se trouver en état de faillite, ne pas compter parmi les administrateurs, gérants, personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou mandataires, des personnes à qui l'exercice de telles fonctions est défendu en vertu de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités, ni compter parmi les administrateurs, gérants, personnes ayant le pouvoir d'engager la société, des personnes ayant été déclarées responsables des engagements ou dettes d'une société faillie, en application des articles 35, 6°, 63ter, 123, alinéa 2 ou 133bis, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer des conditions supplémentaires auxquelles l'entreprise doit répondre pour être agréée.

A la demande d'une région ou d'une communauté, l'autorité fédérale peut, par le biais d'un accord de coopération bilatéral, imposer à toutes les entreprises qui veulent être actives dans cette région ou cette communauté comme entreprise dans le cadre du Chapitre II des conditions d'agrément supplémentaires pour les travailleurs appartenant à la catégorie A en ce qui concerne:

— la durée minimale du contrat de travail minimum 1 semaine ou 1 mois, si le contrat de travail est un contrat de travail à durée déterminée, qui est exigée au plus tôt à partir du deuxième mois, avec comptabilisation de date à date, après le premier jour de travail auprès de cet employeur dans le cadre des titres-services;

— la durée de travail hebdomadaire moyenne minimale (minimum 1/3) du travailleur qui doit être respectée au plus tôt à partir du troisième mois, avec

d. de onderneming verbindt er zich toe de loons- en arbeidsvoorraarden na te leven die op haar van toepassing zijn overeenkomstig deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten en de op haar geldende collectieve arbeidsovereenkomsten;

e. de onderneming is (...) geen achterstallige belastingen, noch achterstallige bijdragen te innen door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of door of voor rekening van de fondsen voor bestaanszekerheid verschuldigd. De bedragen waarvoor een aflossingsplan werd opgesteld dat werd geëerbiedigd, worden niet als achterstallen beschouwd;

f. niet in staat van faillissement verkeren, onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de vennootschap te verbinden, geen personen hebben aan wie het uitoefenen van dergelijke functies verboden is krachtens het koninklijk besluit nr 22 van 24 oktober 1934 betreffende het gerechtelijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen, noch onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de vennootschap te verbinden, personen hebben die, tijdens de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, aansprakelijk zijn gesteld voor de verbintenis van schulden van een gefailleerde vennootschap met toepassing van de artikelen 35, 6°, 63ter, 123, tweede lid, 7° of 133bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bijkomende voorwaarden bepalen waaraan de onderneming moet voldoen om erkend te worden.

Op verzoek van een gewest of gemeenschap kan de federale overheid, via een bilateraal samenwerkingsakkoord, aan alle ondernemingen die in dat gewest of in die gemeenschap als onderneming actief willen zijn in het kader van Hoofdstuk II, bijkomende erkenningsvoorraarden inzake de werknemers behorende tot categorie A opleggen voor wat betreft:

— de minimale duur van de arbeidsovereenkomst (minimaal 1 week of 1 maand), indien de arbeidsovereenkomst een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur is, die vereist wordt ten vroegste vanaf de tweede maand, gerekend van datum tot datum, na de eerste dag van tewerkstelling bij die werkgever in het kader van de dienstencheques;

— de minimale gemiddelde wekelijkse arbeidsduur minimaal 1/3 van de werknemer die dient gerespecteerd te worden, ten vroegste vanaf de derde maand,

d. de onderneming verbindt er zich toe de loons- en arbeidsvoorraarden na te leven die op haar van toepassing zijn overeenkomstig deze wet en zijn uitvoeringsbesluiten en de op haar geldende collectieve arbeidsovereenkomsten;

e. de onderneming is (...) geen achterstallige belastingen, noch achterstallige bijdragen te innen door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of door of voor rekening van de fondsen voor bestaanszekerheid verschuldigd. De bedragen waarvoor een aflossingsplan werd opgesteld dat werd geëerbiedigd, worden niet als achterstallen beschouwd;

f. niet in staat van faillissement verkeren, onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de vennootschap te verbinden, geen personen hebben aan wie het uitoefenen van dergelijke functies verboden is krachtens het koninklijk besluit nr 22 van 24 oktober 1934 betreffende het gerechtelijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen, noch onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de vennootschap te verbinden, personen hebben die, tijdens de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, aansprakelijk zijn gesteld voor de verbintenis van schulden van een gefailleerde vennootschap met toepassing van de artikelen 35, 6°, 63ter, 123, tweede lid, 7° of 133bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bijkomende voorwaarden bepalen waaraan de onderneming moet voldoen om erkend te worden.

Op verzoek van een gewest of gemeenschap kan de federale overheid, via een bilateraal samenwerkingsakkoord, aan alle ondernemingen die in dat gewest of in die gemeenschap als onderneming actief willen zijn in het kader van Hoofdstuk II, bijkomende erkenningsvoorraarden inzake de werknemers behorende tot categorie A opleggen voor wat betreft:

— de minimale duur van de arbeidsovereenkomst (minimaal 1 week of 1 maand), indien de arbeidsovereenkomst een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur is, die vereist wordt ten vroegste vanaf de tweede maand, gerekend van datum tot datum, na de eerste dag van tewerkstelling bij die werkgever in het kader van de dienstencheques;

— de minimale gemiddelde wekelijkse arbeidsduur minimaal 1/3 van de werknemer die dient gerespecteerd te worden, ten vroegste vanaf de derde maand, gerekend

comptabilisation de date à date, après le premier jour de travail auprès de cet employeur dans le cadre des titres-services;

— la réduction de maximum trois mois de la période pendant laquelle des dérogations à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, sont autorisées.

Les modalités communautaires ou régionales doivent respecter les dispositions existantes de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Dans les conditions et selon les modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'agrément peut être retiré à l'entreprise agréée qui ne remplit plus les conditions d'agrément des alinéas précédents.

L'agrément et son retrait se font par le ministre qui a l'Emploi dans ses compétences, après avis d'une commission consultative des agréments, dans laquelle les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs sont également représentées. Le Roi détermine la procédure d'agrément à suivre, ainsi que la composition et les modalités de fonctionnement de la commission consultative des agréments.

comptabilisation de date à date, après le premier jour de travail auprès de cet employeur dans le cadre des titres-services;

— la réduction de maximum trois mois de la période pendant laquelle des dérogations à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, sont autorisées.

Les modalités communautaires ou régionales doivent respecter les dispositions existantes de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Dans les conditions et selon les modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'agrément peut être retiré à l'entreprise agréée qui ne remplit plus les conditions d'agrément des alinéas précédents.

L'agrément et son retrait se font par le ministre qui a l'Emploi dans ses compétences, après avis d'une commission consultative des agréments, dans laquelle les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs sont également représentées. Le Roi détermine la procédure d'agrément à suivre, ainsi que la composition et les modalités de fonctionnement de la commission consultative des agréments.

gerekend van datum tot datum, na de eerste dag van tewerkstelling bij die werkgever in het kader van de dienstencheques;

— de vermindering met maximum 3 maanden van de periode gedurende dewelke afwijkingen op de arbeidsovereenkomsten van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, zijn toegestaan.

Deze gemeenschaps- of gewestmodaliteiten moeten de bestaande bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten naleven.

Van de erkende onderneming die niet meer voldoet aan de erkenningsvooraarden van de vorige leden, kan de erkenning worden ingetrokken, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De erkenning en de intrekking ervan gebeuren door de minister bevoegd voor de Werkgelegenheid, na advies van een adviescommissie erkenningen, waarin eveneens de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigd zijn. De Koning bepaalt de te volgen erkenningsprocedure, alsook de samenstelling en werkingsmodaliteiten van de adviescommissie erkenningen.

van datum tot datum, na de eerste dag van tewerkstelling bij die werkgever in het kader van de dienstencheques;

— de vermindering met maximum 3 maanden van de periode gedurende dewelke afwijkingen op de arbeidsovereenkomsten van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, zijn toegestaan.

Deze gemeenschaps- of gewestmodaliteiten moeten de bestaande bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten naleven.

Van de erkende onderneming die niet meer voldoet aan de erkenningsvooraarden van de vorige leden, kan de erkenning worden ingetrokken, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De erkenning en de intrekking ervan gebeuren door de minister bevoegd voor de Werkgelegenheid, na advies van een adviescommissie erkenningen, waarin eveneens de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigd zijn. De Koning bepaalt de te volgen erkenningsprocedure, alsook de samenstelling en werkingsmodaliteiten van de adviescommissie erkenningen.